

FERHAT HAMID, P/APW DE BÉJAÏA, AU SOIR D'ALGÉRIE

«Un plan spécial pour les régions montagneuses»

Les unes après les autres, les rencontres de l'Assemblée populaire de la wilaya de Béjaïa se suivent et se ressemblent.

La dernière session ordinaire de l'institution élue de wilaya, consacrée ces derniers jours à l'évaluation du bilan des activités de la wilaya et l'analyse du programme quinquennal 2005/2009 ainsi que la préparation de la saison estivale, n'a pas dérogé à la règle.

Les interventions des élus – toutes tendances confondues représentées au sein de l'APW (FFS, RND, RCD et FLN) – raisonnaient en parfaite synchronisation comme un air de déjà entendu. Tous les élus convergeaient vers le même constat : «Le train du développement économique peine à se mettre sur les rails à Béjaïa.» Pour le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Ferhat Hamid, le taux de consommation de 42% sur un total de quelque 150 milliards de DA alloués au titre des PSD est à plus d'un titre révélateur de «l'énormité du retard cumulé par la région dans le développement». Ferhat Hamid, qui a eu déjà à occuper le «perchoir» de cette institution élue de wilaya durant le cours mandat 2002/2005 avant d'être réélu au poste de P/APW sur la même liste du FFS au mois de novembre 2007, dresse à travers cet entretien un amer constat de la situation économique de la wilaya qui, selon lui, «cumule un retard de plus de dix années dans le domaine du développement».

Le Soir d'Algérie : Le constat récurrent d'une situation de non-développement de la région est encore une fois établi. Les élus donnent l'impression de tourner en rond à chaque rencontre. Comment expliquez-vous cette situation ?

Ferhat Hamid : Je pense que l'absence de clarté dans le processus de décision et la dilution de la responsabilité ont engendré une situation de non-développement permanent. Le non-respect des principes démocratiques quant à l'émanation et la distribution du

pouvoir dans notre pays a contribué à l'éclipse même de l'Etat. Impossible d'espérer un développement harmonieux et efficace dans ces conditions.

Les nouveaux codes communal et de wilaya en chantier dissiperont-ils, selon vous, cette absence de clarté que vous venez de relever ?

On ignore tout de ce nouveau code de wilaya. Les élus n'ont pas été associés au débat et les nouveaux textes ne nous ont pas été soumis non plus pour un éventuel enrichissement.

On ose espérer néanmoins que le nouveau code de wilaya consacrera une véritable décentralisation des pouvoirs et le respect des dispositions contenues dans la Constitution stipulant que le pouvoir est l'émanation du peuple. Les nouveaux codes communal et de wilaya se doivent d'accorder de très larges prérogatives aux représentants de la population localement.

Quel diagnostic faites-vous de la situation économique au niveau de la wilaya ?

La wilaya de Béjaïa accuse un retard considérable sur le plan du développement économique. On enregistre seulement des opérations de replâtrage. La wilaya cumule un retard de plus d'une décennie sur le plan du développement. Un plan spécial de 54 milliards de dinars est encore nécessaire pour la mise à niveau de notre wilaya en plus des 265 milliards de dinars constituant les propositions du programme normal pour le quinquennat 2009/2014.

Le premier responsable du pays a lui-même confié, durant la dernière visite électorale, l'existence d'une cagnotte pour notre wilaya et paradoxalement l'énorme marginalisation économique. A l'instar de ce qui a été décidé pour les Haut-Plateaux et le Grand Sud, l'Etat doit mettre en œuvre un plan spécial «Montagne» dont bénéficierait notre wilaya laquelle est, faut-il le

signaler, constituée à plus de 84% d'un relief montagneux. A la marginalisation économique s'ajoute celle des compétences affectées dans notre wilaya. Sans compétences, on ne pourra jamais mener à bon port des opérations de développement.

On met toujours en avant, l'argument de la rareté du foncier pour justifier l'absence de projets. Partagez-vous ce constat ?

J'estime que dans un Etat de droit, la première des priorités va vers la confection du cadastre général du territoire national. Si on avait procédé au recensement et à l'identification des réserves foncières du pays, il y aurait eu d'abord moins de conflits puisque chacun aura connu les limites de sa propriété. Ensuite, cela aurait libéré toutes les énergies économiques, de la construction du développement du pays. De la confusion qui règne aujourd'hui dans le registre du foncier, ajoutée à la légèreté, voire les velléités de prédation des agents de l'Etat, a résulté un gaspillage extraordinaire. Le cas de l'indue restitution des terres de la Soummam (950 hectares) au profit des consorts Benali Cherif est édifiant. Quel agent dans un Etat de droit à tous les niveaux de responsabilité sacrifierait sous la contrainte ou volontairement tout ce patrimoine sur présentation d'un faux acte de propriété. D'ailleurs, tous ceux qui ont participé dans cette escroquerie devraient être en prison. Comment peut-on parler de l'indisponibilité du foncier alors que ceux qui étaient chargés de le gérer et le préserver sont les premiers à le brader et le détourner. Sans parler des lotissements sociaux, insensés, qui ont dépouillé toutes les réserves foncières.

Vous avez saisi à maintes reprises le gouvernement sur les difficultés que vivent les entreprises publiques de la wilaya. Quelles ont été les réponses du chef du gouvernement, notamment concernant le conflit de l'Erenav ?

Je n'ai reçu aucune réponse. Je ne vous cache pas que cela ne m'a aucunement surpris. Je savais qu'on allait tout de même pas nous répondre et nous donner, par la même occasion, raison. Ceci dit, il y a quelques difficultés qui ont néanmoins disparu.

On observe une grave dégradation de l'environnement à travers la wilaya, notamment la prolifération des décharges sauvages à travers la wilaya. A quoi est dû cette situation ?

L'environnement, à l'instar de beaucoup d'autres secteurs, est l'otage de la confusion des missions publiques et la non-allocation de moyens.

Depuis 2003, on n'arrive toujours pas à implanter un centre d'enfouissement technique, vous imaginez la confusion. Lors de la dernière session, on a voté une délibération pour la création d'un établissement Epic pour les déchets et les CET, comme celle de l'entreprise de transport de wilaya en mars dernier, on attend que ces projets se concrétisent sur le terrain. L'aboutissement de ce projet contribuera un tant soit peu à atténuer la catastrophe.

La politique touristique se limite à la préparation de la saison estivale à Béjaïa, synonyme de virée à la plage, baignades, etc. Qu'en pensez-vous ?

Les pouvoirs concentrés entre les mains de la seule Agence nationale du développement touristique (ANDT) constituent les premiers blocages institutionnels pour toute chance d'un vrai investissement. S'agissant de notre région, je suis tenté de dire que les responsables de cette agence ne la connaissent même pas. Vous imaginez le reste.

La confusion des missions, l'absence d'un inventaire des réserves foncières dont nous avons parlé et la non-allocation des moyens financiers hypothèquent toutes possibilité d'un vrai investissement.

A. Kersani

EL-EULMA

Cité Houari Boumediène : le forage de trop !

Cette cité érigée durant la fin des années 1980 compte plus de 500 familles. Chaque demeure compte un puits de quelques mètres de profondeur et l'eau est abondante dans cette zone enclavée entre deux grandes rivières, l'oued Serreg à l'ouest et l'oued Djehadi à l'est. Les habitants de cette cité compensent ainsi le manque d'eau de l'ADE en utilisant ces puits comme appoint, sachant que les besoins augmentent chaque jour au vu de l'augmentation du nombre d'habitants et de la grande demande de l'été qui ramène avec elle la restriction d'eau dans la distribution, soit un jour sur deux avec un faible débit (pression), ce qui fait que toutes les demeures reçoivent peu ce précieux liquide. Plusieurs hammams ont ouvert dans cette cité et si les uns s'alimentent à l'aide de citernes, d'autres, plus malins, ont procédé illicitement à des forages de plusieurs mètres de profondeur (atteignant parfois les 100 m), et de ce fait assèchent les puits qui se trouvent aux alentours. D'autre part, un autre syndrome (après ceux des cafés-pizzerias et autres fast-foods), celui des «lavage-graissage», est venu s'ajouter aux contraintes déjà existantes et compliquer à l'extrême le quotidien des citoyens, ce qui a fait réagir les habitants qui entendent faire valoir leurs droits en alertant les autorités sur ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Pourtant, il existe une loi qui interdit expressément tout forage même en dehors des zones urbaines. Aussi, l'on se demande où est le rôle des services de l'hydraulique qui sont totalement absents du terrain, ses fonctionnaires se contentant d'occuper les bureaux et de laisser faire, alors qu'ils sont astreints à un suivi rigoureux et à l'application de la loi.

Mostefa Djafar

ÉCHANGES

CULTURELS

Saïda s'invite

dans la ville des Roses

Dans le cadre des échanges culturels entre les wilayas du pays, Blida recoit, jusqu'au 19 juin prochain, les artistes et autres hommes de culture de la wilaya de Saïda. C'est ainsi qu'un programme riche en manifestations culturelles propres à cette ville sera présenté durant les cinq jours retenus à cet effet. Pour l'exemple, des soirées de variétés seront animées par les troupes folkloriques de Moulay Tayeb et le chanteur Fazil Ben Aïcha.

Le théâtre y sera également présent avec, notamment, une pièce du dramaturge Abdelkader Dahmane. Quant à la poésie, elle ne sera pas en reste puisque plusieurs poètes de la région de Saïda viendront faire connaître leurs œuvres lyriques dont le *melhoun*, sachant que cette région des Hauts-Plateaux du sud oranais est très célèbre pour les genres bédouin et raï qu'avaient perpétrés de leur vivant Fatna Mebarki et cheikha El-Djenia El-Hakania bent Saïda, comme il plaît à beaucoup de l'appeler. C'est dire que Blida sera, l'espace de cinq nuits, l'hôte de plusieurs artistes saïdis qui vont s'atteler à faire apprécier leur savoir artistique, celui-là même qui émane d'un substrat culturel plusieurs fois séculaire.

M. B.

BLIDA

Plusieurs foyers d'incendie déclarés

A peine la canicule pointée du nez que des feux de forêt commencent à être signalés sur les hauteurs de Meftah, 40 km à l'est de Blida. En effet, deux hectares de broussailles et de maquis sont partis en fumée dans la région dite Laksar, apprend-on auprès de la direction de la Conservation des forêts de la wilaya de Blida. On déplore aussi la perte de plusieurs arbres de type pin d'Alep. A noter que l'incendie qui s'est déclaré il y a deux jours à 14 h n'a pu être circonscrit que deux heures plus tard.

Il est de même pour la forêt dite Haouch El-Grau à Soumaâ qui a pris également feu. Toutefois, les pertes sont légères, selon la Conservation des forêts dont les éléments sur place ont pu maîtriser la situation. L'on déplore 23 ares de broussailles endommagée.

Les causes de ces incendies sont la chaleur et la négligence des citoyens qui jettent les tessons de bouteilles en pleine forêt.

M. B.

SITUATION DU HANDICAPÉ A TIZI-OUZOU

Formation sur le concept d'éducation inclusive à Bouzeguène

Le concept d'éducation inclusive fondé sur le droit de tous à une éducation de qualité qui répond aux besoins d'apprentissage essentiels et enrichit l'existence des apprenants a été, le week-end dernier à Bouzeguène, le thème central d'une formation dispensée par deux formatrices de la Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance de Tizi-Ouzou (LPSJE).

Ceci entre dans le cadre handicap réseau Kabylie au profit d'une douzaine de professionnels du handicap, des éducatrices spécialisées, psychologues et orthophonistes et autres intervenants au profit des enfants souffrant de handicap.

Entrant dans le contexte du projet «Enfance et droit» que l'association des handicapés de Bouzeguène envisage de concrétiser avec Handicap International et dans la cadre de

la mise en œuvre des programmes pluridisciplinaires de cette ONG, la formation a par ricochet pour but d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation de handicap et la sauvegarde de la santé physique et mentale de l'enfant et du jeune, précisera une des formatrices formées par Handicap International de la ligue porteuse de plusieurs projets dont deux en partenariat avec cette ONG. Les débats porteront inévitablement

sur les problèmes de scolarisation et d'intégration de cette catégorie d'enfants. A ce titre, la situation alarmante et préoccupante de personnes en situation de handicap, parfois très léger et à l'intelligence au-dessus de la moyenne dans les écoles publiques, reste d'actualité.

Objets de marginalisation et d'incompréhension de leur état, voire parfois de mépris à l'égard de leur condition, la situation conduit parfois ces enfants jusqu'aux établissements psychiatriques, d'après les oratrices. D'où la question : quels projets possibles pour contribuer à la mise en place d'un système éducatif plus inclusif ? C'est en

ces termes que se pose la problématique des enfants à qui doit être offert un droit égal à l'éducation, les parents qui doivent être aidés pour répondre aux besoins éducatifs de leurs enfants handicapés et les gouvernements qui doivent être sollicités pour développer et appliquer une politique d'éducation inclusive.

Dans ce contexte, la LPSJE, qui est liée par une convention avec l'institution éducative, intervient dans les écoles et ce projet favorise le contact avec d'autres professionnels pour arriver au changement attendu, nous a-t-on précisé.

S. Hammoum